



Extrait du Registre des délibérations du Conseil de Communauté

Séance du jeudi 14 décembre 2023 Publié le : 22/12/2023

Membres du Conseil de Communauté en exercice : 123

Le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué, s'est réuni à la CCIT, sous la présidence de Madame Anne VIGNOT, Présidente de Grand Besançon Métropole.

Ordre de passage des rapports : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 53, 51, 52, 49, 50

La séance est ouverte à 18h04 et levée à 00h15.

Étaient présents : Audeux : Mme Françoise GALLIOU Avanne-Aveney : Mme Marie-Jeanne BERNABEU Besançon : Mme Elise AEBISCHER, M. Hasni ALEM, Mme Frédérique BAEHR, M. Guillaume BAILLY, Mme Anne BENEDETTO, M. Kevin BERTAGNOLI, Mme Pascale BILLEREY, M. Nicolas BODIN, M. François BOUSSO, Mme Fabienne BRAUCHLI, Mme Claudine CAULET, Mme Annaïck CHAUVET, M. Sébastien COUDRY, M. Philippe CREMER, M. Laurent CROIZIER, M. Benoît CYPRIANI, Mme Karine DENIS-LAMIT (à partir de la question n°2), M. Cyril DEVESA, Mme Marie ETEVENARD (jusqu'à la question n°39 incluse), M. Ludovic FAGAUT, Mme Lorine GAGLIULO, Mme Sadia GHARET (jusqu'à la question n°4 incluse), Mme Valérie HALLER, M. Pierre-Charles HENRY, M. Jean-Emmanuel LAFARGE, Mme Marie LAMBERT, M. Aurélien LAROPPE, Mme Myriam LEMERCIER (jusqu'à la question n°34 incluse), M. Christophe LIME, Mme Agnès MARTIN, M. Saïd MECHAI, Mme Carine MICHEL (jusqu'à la question n°48 incluse), Mme Marie-Thérèse MICHEL, Mme Laurence MULOT, M. Yannick POUJET, M. Anthony POULIN, Mme Françoise PRESSE, M. Jean-Hugues ROUX (jusqu'à la question n°19 incluse), M. Nathan SOURISSEAU, M. Gilles SPICHER, Mme Anne VIGNOT, Mme Christine WERTHE, Mme Marie ZEHAF, Bonnay : M. Gilles ORY, Boussières : M. Eloy JARAMAGO, Busy : M. Philippe SIMONIN (à partir de la question n°2), Chaleze : M. René BLAISON Chalezeule : M. Christian MAGNIN-FEYSOT, Champagny : M. Olivier LEGAIN, Champvans-Les-Moulins : M. Florent BAILLY, Chaucenne : M. Alain ROSET, Chevroz : M. Franck BERNARD, Cussey-Sur-L'Ognon : Jean-François MENESTRIER, Dannemarie-Sur-Crête : Mme Martine LEOTARD, Deluz : M. Fabrice TAILLARD Devecey : Mme Laëtitia LAROCHE, Ecole-Valentin : M. Yves GUYEN, Fontain : M. Claude GRESSET-BOURGEOIS, François : M. Emile BOURGEOIS, Geneuille : M. Patrick OUDOT, Genes : M. Jean SIMONDON, Grandfontaine : M. Henri BERMOND, La Chevillotte : M. Roger BOROWIK, La Vèze : M. Jean-Pierre JANNIN, Les Auxons : M. Anthony NAPPEZ, Mamirolle : M. Daniel HUOT, Marchaux-Chaufontaine : M. Patrick CORNE, Mazerolles-Le-Salin : M. Daniel PARIS, Miserey-Salines : M. Marcel FELT, Montferrand-Le-Château : Mme Lucie BERNARD, Morre : M. Jean-Michel CAYUELA (jusqu'à la question n°39 incluse), Nancray : M. Vincent FIETIER, Noironte : M. Philippe GUILLAUME, Osselle-Routelle : Mme Anne OLSZAK, Pelousey : Mme Catherine BARTHELET (à partir de la question n°2), Pouilley-Français : M. Yves MAURICE, Pouilley-Les-Vignes : M. Jean-Marc BOUSSET, Rancenay : Mme Nadine DUSSAUCY (à partir de la question n°20), Roset-Fluans : M. Jacques ADRIANSEN, Saint-Vit : Mme Anne BIHR, Saône : M. Benoît VUILLEMIN (jusqu'à la question n°7 incluse), Serre-Les-Sapins : M. Gabriel BAULIEU, Tallenay : M. Ludovic BARBAROSSA, Thise : M. Pascal DERIOT, Thoraise : M. Jean-Paul MICHAUD, Torpes : M. Denis JACQUIN, Vaire : Mme Valérie MAILLARD, Velesmes-Essarts : M. Jean-Marc JOUFFROY, Vieilleilley : M. Franck RACLOT

Étaient absents : Amagney : M. Thomas JAVAUUX, Besançon : Mme Nathalie BOUVET, Mme Aline CHASSAGNE, Mme Julie CHETTOUH, M. Abdel GHEZALI, M. Olivier GRIMAITRE, M. Damien HUGUET, M. Jamal-Eddine LOUHKIAR, Mme Karima ROCHDI, Mme Juliette SORLIN, M. André TERZO, Mme Claude VARET, Mme Sylvie WANLIN, Beure : M. Philippe CHANEY, Brailly : M. Alain BLESSEMAILLE, Byans-Sur-Doubs : M. Didier PAINEAU, Champoux : M. Romain VIENET, Châtillon-Le-Duc : Mme Catherine BOTTERON, Chemaudin et Vaux : M. Gilbert GAVIGNET, Larnod : M. Hugues TRUDET, Le Gratteris : M. Cédric LINDECKER, Merey-Vieilleilley : M. Philippe PERNOT, Montfaucon : M. Pierre CONTOZ, Novillars : M. Bernard LOUIS, Palise : M. Daniel GAUTHEROT, Pirey : M. Patrick AYACHE, Pugey : M. Frank LAIDIE, Roche-Lez-Beaupré : M. Jacques KRIEGER, Saint-Vit : M. Pascal ROUTHIER, Venise : M. Jean-Claude CONTINI, Villars-Saint-Georges : M. Damien LEGAIN, Vorges-Les-Pins : Mme Maryse VIPREY

Secrétaire de séance : Mme Marie LAMBERT

Procurations de vote : Mme Nathalie BOUVET à Mme Agnès MARTIN, Mme Aline CHASSAGNE à M. Hasni ALEM, Mme Julie CHETTOUH à Mme Marie ZEHAF, Mme Karine DENIS-LAMIT à Mme Laurence MULOT (jusqu'à la question n°1 incluse), Mme Marie ETEVENARD à M. Aurélien LAROPPE (à partir de la question n°40), Mme Sadia GHARET à Mme Anne BENEDETTO (à partir de la question n°5), M. Abdel GHEZALI à M. Yannick POUJET, M. Olivier GRIMAITRE à Mme Pascale BILLEREY, M. Damien HUGUET à M. Anthony POULIN, Mme Myriam LEMERCIER à M. Guillaume BAILLY (à partir de la question n°35), Mme Karima ROCHDI à M. Laurent CROIZIER, M. Jean-Hugues ROUX à Mme Carine MICHEL (à partir de la question n°20), Mme Juliette SORLIN à Mme Frédérique BAEHR, M. André TERZO à M. Christophe LIME, Mme Claude VARET à Mme Marie LAMBERT, Mme Sylvie WANLIN à M. Sébastien COUDRY, M. Alain BLESSEMAILLE à Mme Anne VIGNOT, M. Philippe SIMONIN à M. Eloy JARAMAGO (jusqu'à la question n°1 incluse), Mme Catherine BOTTERON à M. Marcel FELT, M. Gilbert GAVIGNET à M. Yves GUYEN, M. Bernard LOUIS à M. Fabrice TAILLARD, M. Daniel GAUTHEROT à M. Gilles ORY, Mme Catherine BARTHELET à M. Gabriel BAULIEU (jusqu'à la question n°1 incluse), M. Patrick AYACHE à M. Jean-Marc BOUSSET, Mme Nadine DUSSAUCY à Mme Marie-Jeanne BERNABEU (jusqu'à la question n°19 incluse), M. Pascal ROUTHIER à Mme Anne BIHR, M. Benoît VUILLEMIN à M. Jean-Paul MICHAUD (à partir de la question n°8), M. Jean-Claude CONTINI à M. Franck RACLOT

Délibération n°2023/2023.06768

Rapport n°25 - Convention pour la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de requalification de la RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne dans le cadre de la mise à 2 X 2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 et l'échangeur de Devecey

Convention pour la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de requalification de la RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne dans le cadre de la mise à 2 X 2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 et l'échangeur de Devecey

Rapporteur : M. Yves GUYEN, Vice-Président

	Date	Avis
Commission n° 5	15/11/2023	Favorable
Bureau	30/11/2023	Favorable

Inscription budgétaire	
BP 2024 et PPIF 2024-2028 « Requalification périurbaine »	Montant de l'opération : 600 000 € en dépenses et 500 000 € en recettes
<i>Sous réserve de vote du budget 2024 et du PPIF 2024-2028</i>	

Résumé :

Dans le cadre de la mise en 2x2 voies de la RN 57, la nouvelle infrastructure entre les échangeurs de la RD 1 et de Devecey sera aménagée en tracé neuf. A l'issue de la réalisation de ces travaux, l'actuelle RN 57 traversant le hameau de Cayenne (Commune de Châtillon-le-Duc), fera l'objet d'un projet de requalification porté par l'Etat.

La DREAL confie à GBM la maîtrise d'ouvrage pour le pilotage des travaux.

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la signature de la convention entre la DREAL et GBM, qui a pour objet d'acter ce transfert de maîtrise d'ouvrage et son financement.

I. Préambule :

Dans le cadre des travaux de mise à 2x2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 (échangeur de la gare TGV) et l'échangeur de Devecey, le hameau de Cayenne (situé sur la commune de Châtillon le Duc) est dévié, la nouvelle infrastructure étant aménagée en tracé neuf. L'actuelle RN57 traversant ce hameau sera déclassée en voie communautaire après la mise en service de la RN57 à 2x2 voies.

L'Etat s'est engagé à requalifier l'actuelle RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne à l'issue des travaux, pour lui donner les caractéristiques d'une voirie de desserte de quartier. Un projet de requalification a été établi en ce sens en 2014.

Afin de garantir la bonne mise en œuvre des nouvelles orientations d'aménagement portées par la collectivité sur son réseau routier, la DREAL confie à Grand Besançon Métropole la maîtrise d'ouvrage de cette opération.

Par délibération du 29 juin 2023, le conseil de communauté a autorisé la signature de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage pour le pilotage de la maîtrise d'œuvre relative au volet Etudes. Les études étant finalisées, il s'agit aujourd'hui de se prononcer sur le transfert de maîtrise d'ouvrage des travaux.

II. Objet :

La présente convention détermine les modalités de prise en charge des dépenses liées à la réalisation des travaux de requalification de la RN 57 dans la traversée du hameau de Cayenne.

III. Modalités de la convention :

Le coût total de l'opération portée par Grand Besançon Métropole, maître d'ouvrage, est estimé à 500 000 € HT, soit 600 000 € TTC.

Grand Besançon Métropole, en sa qualité de maître d'ouvrage, financera l'ensemble de l'opération. La DREAL prendra à sa charge la totalité du montant des travaux effectivement réalisés, dans la limite de 500 000 € HT, déduction faite des éventuelles subventions obtenues des partenaires.

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les deux parties et reste en vigueur jusqu'à la fin des travaux.

A l'unanimité, le Conseil de Communauté :

- autorise Madame la Présidente, ou son représentant, à signer la convention à intervenir et ses avenants éventuels,
- prend toutes les dispositions et signer les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Rapport adopté à l'unanimité :

Pour : 110

Contre : 0

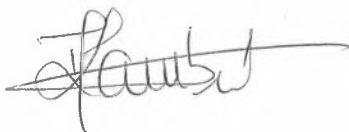
Abstention* : 0

Conseiller intéressé : 0

*Le sens du vote des élus ne prenant pas part au vote est considéré comme une abstention.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Besançon dans les deux mois suivant sa publicité.

La Secrétaire de séance,



Mme Marie LAMBERT
Conseillère Communautaire

Pour extrait conforme,
La Présidente,

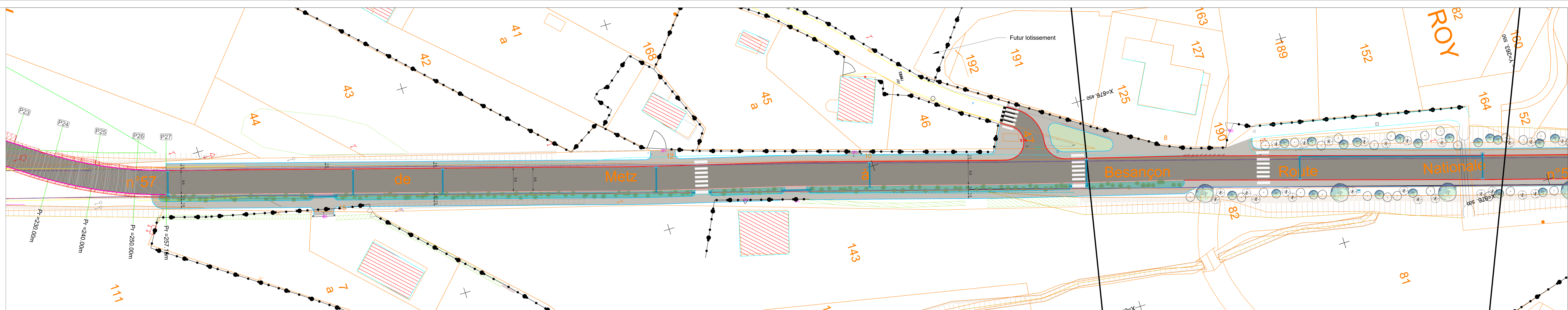
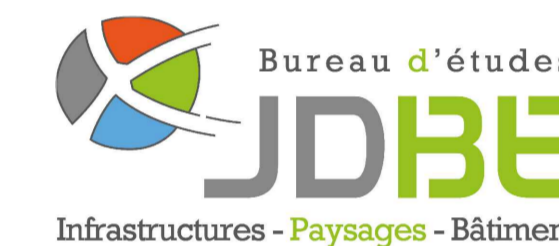


Anne VIGNOT
Maire de Besançon

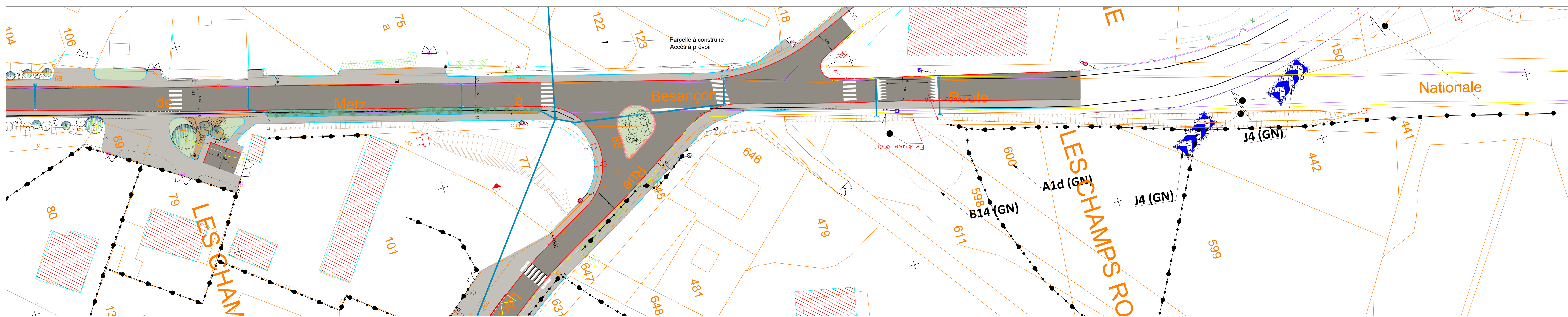
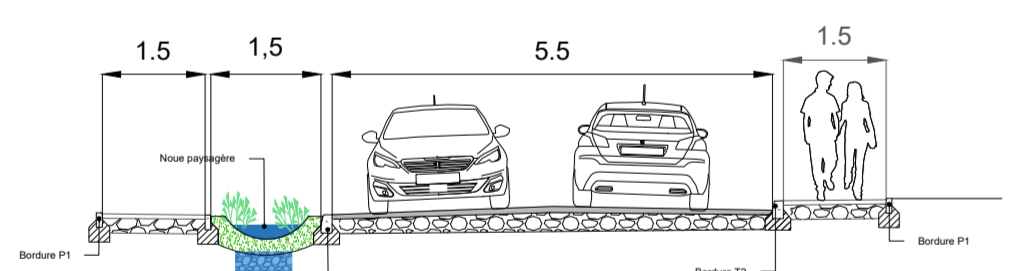
Requalification du tracé dans la traversée du hameau de Cayenne
PROJET
PLAN D'AMÉNAGEMENT CENTRE HAMEAU

Date :	Indice :	Libellé :	Établi par :	Vérifié par :	Validé par :
15/09/2023	01	Passage en PRO	RQ	SG	-
06/10/2023	02	Modifications suite à réunion du 21/09	RQ	SG	-
-	03	-	-	-	-
-	04	-	-	-	-
-	05	-	-	-	-
-	06	-	-	-	-
-	07	-	-	-	-
-	08	-	-	-	-

Affaire N° : 2123
Plan : GBM-Chatillon-Traversée de Cayenne PRO 02.dwg
Echelle : 1:250
Format d'impression : A1+3



- Bordure T2 haute
 - Bordure T2 retournée (0cm de vue)
 - Bordure T2 basse
 - Bordure Quai Bus grant
 - Bordure P1
 - Bordure I1 grant
 - Portique vélo
 - Paillasson bois
 - Enrobé 0-10
 - Enrobé 0-6
 - Béton désactivé
 - Béton et galets
 - Espace vert
 - Noue paysagère
- Les limites du plan cadastral ne sont pas garanties.



**CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DE PRISE EN
CHARGE DES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA RN57 DANS LA
TRAVERSEE DU HAMEAU DE CAYENNE
DANS LE CADRE DE LA MISE A 2 X 2 VOIES DE LA RN57 ENTRE L'ÉCHANGEUR
DE LA RD1 ET L'ÉCHANGEUR DE DEVECEY**

Entre les soussignés :

GRAND BESANCON METROPOLE représentée par sa Présidente, Madame Anne VIGNOT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2023 et désignée ci-après par l'appellation « la collectivité »,

d'une part,

ET

L'ÉTAT, ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, représenté par le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté en exercice, Monsieur Franck ROBINE,

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre des travaux de mise à 2x2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 (échangeur de la gare TGV) et l'échangeur de Devecey, le hameau de Cayenne (situé sur la commune de Châtillon le Duc) est dévié, la nouvelle infrastructure étant aménagée en tracé neuf. L'actuelle RN57 traversant ce hameau sera déclassée en voie communale après la mise en service de la RN57 à 2x2 voies. Cette voie communautaire rentrera dans le réseau routier exploité par Grand Besançon Métropole.

L'Etat s'est engagé à requalifier l'actuelle RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne à l'issue de la mise en service de la RN57 à 2x2 voies, pour lui donner les caractéristiques d'une voirie de desserte de quartier. Un projet de requalification a été établi en ce sens en 2014.

1. Objet

La présente convention a pour objet de désigner, au titre du transfert de maîtrise d'ouvrage, un maître d'ouvrage unique chargé de la réalisation de l'opération commune aux parties, intitulée « requalification de la RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 et l'échangeur de Devecey », sur le fondement des dispositions de l'article 2422-12 du code de la commande publique. Elle a également pour objet de définir les conditions du transfert de gestion et du déclassement de l'ancienne RN57 après la mise en services de la RN57 à 2x2 voies.

La collectivité Grand Besançon Métropole est désignée maître d'ouvrage unique de l'opération « requalification de la RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN57 entre l'échangeur de la RD1 et l'échangeur de Devecey »

La présente convention précise également les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage de l'opération par Grand Besançon Métropole pour la phase travaux, et les conditions de prise en charge des travaux.

2. Travaux à réaliser – Programme technique - Délais

Dans le cadre de la convention pour la maîtrise d'ouvrage et le financement de la maîtrise d'oeuvre (volet « Etudes ») signée le 3 août 2023, un projet a été établi pour la requalification de la RN57 dans la traversée du hameau de Cayenne. Ce projet, adapté de celui de 2014, prend en compte les nouvelles orientations en termes de mobilités, favorise la désimperméabilisation, et intègre au mieux les mobilités actives. Les plans relatifs à ce projet sont joints en annexe 1.

Ce projet prévoit :

- La réduction de la largeur de la chaussée à 5.50 m,
- La reprise du système d'assainissement de la chaussée et la mise en place d'une noue d'infiltration des eaux,
- La mise en oeuvre de trottoirs de part et d'autre de la chaussée, ainsi que de traversées pour les modes actifs,
- La végétalisation des espaces requalifiés.

Le chiffrage estimatif des travaux est joint en annexe 2.

Grand Besançon Métropole s'engage à faire réaliser les travaux correspondant à ce projet dans le respect de l'enveloppe financière prévisionnelle. Dans le cas où, au cours de la mission, l'État ou Grand Besançon Métropole estimerait nécessaire d'apporter des modifications au projet qui auraient un impact sur l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu.

Grand Besançon Métropole s'engage à réaliser les travaux dans un délai de 2 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

3. Contenu de la mission du maître d'ouvrage de l'opération

La mission de Grand Besançon Métropole réalisée au nom et pour le compte de l'Etat porte sur les éléments suivants :

- gestion du contrat de maîtrise d'œuvre et versement de la rémunération correspondante,
- désignation du coordonnateur SPS,
- préparation du choix des entreprises dans le cadre de la procédure de dévolution des marchés retenue par Grand Besançon Métropole,
- signature et gestion des contrats de prestations et de travaux, versement de la rémunération correspondante, réception des prestations et des travaux,
- organisation du contrôle de la qualité,
- gestion financière et comptable de l'opération,
- gestion administrative,
- exploitation du chantier,
- actions en justice conformément à l'article 13.

4. Coûts et prise en charge financière

Le coût total de l'opération est estimé à 500 000 € HT, soit 600 000 € TTC. Grand Besançon Métropole, en sa qualité de maître d'ouvrage, bénéficie du FCTVA. **Il est donc convenu que l'Etat prend en charge le financement de cette opération à hauteur de 500 000 € (cinq cent mille euros), déduction faite des éventuelles subventions qui pourraient être obtenues par Grand Besançon Métropole.**

Ce montant de 500 000 € HT est entendu comme étant un montant plafond de participation de l'Etat. S'il apparaît que les conditions d'exécutions des travaux entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, Grand Besançon Métropole en informera l'État, pour accord préalable.

Grand Besançon Métropole tiendra l'Etat informé de l'avancement des démarches engagées auprès des partenaires financiers pour l'obtention de subventions.

5. Modalités de versement

La DREAL s'acquittera des sommes dues selon l'échéancier suivant :

- Un premier versement à hauteur de 250 000 € lors de l'envoi par Grand Besançon Métropole à l'Etat d'une copie de la notification de l'ordre de service prescrivant de débiter les travaux ;
- Un second versement correspondant au solde calculé sur la base du coût réel hors taxe des travaux réalisés, plafonné au montant estimé de requalification de la RN57, soit 500 000 € HT, duquel sera déduit les éventuelles subventions obtenues par Grand Besançon Métropole.

Grand Besançon Métropole fournira les documents nécessaires justifiant du coût réel de la prestation incombant à l'Etat, et notamment le décompte général définitif du marché de travaux.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Départemental des Finances Publiques du Doubs (25), sis au 63 Quai Vieil Picard - 25 030 Besançon Cedex.

6. Choix des prestataires et entrepreneurs

Grand Besançon Métropole, en tant que maître d'ouvrage unique, procédera à la préparation du choix des entreprises par appel à la concurrence dans le respect des dispositions de la réglementation des marchés publics : la mise en concurrence, la publication, la réception des plis, les séances d'ouverture des plis, l'analyse des offres, le choix des entreprises en commission marchés, l'information aux candidats non retenus et la notification, pour les marchés liés à la présente convention.

Après signature des marchés, Grand Besançon Métropole informera l'Etat du choix des entreprises retenues.

7. Déroulement des travaux

Le démarrage des travaux emportera le transfert à Grand Besançon Métropole de la gestion de l'ancienne RN57. L'État en sera alors libéré dans les conditions fixées à l'article 9.

Pendant les travaux, Grand Besançon Métropole signalera à l'Etat les événements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour d'éventuelles décisions à prendre pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

L'Etat devra faire connaître son accord ou ses observations dans le délai maximum de 15 jours à réception des éléments sus-mentionnés. À défaut, l'Etat est réputé les avoir acceptés.

8. Réception des ouvrages

En fin de chantier, une visite commune entre Grand Besançon Métropole et l'Etat sera organisée avant les opérations préalables à la réception. Grand Besançon Métropole s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations de réception, notamment eu égard aux observations formulées.

9. Remise des ouvrages

Le démarrage des travaux transfère l'entretien, l'exploitation et la domanialité de la traversée de Cayenne à Grand Besançon Métropole.

La remise des ouvrages est matérialisée par un document co-signé par l'Etat et Grand Besançon Métropole au démarrage des travaux.

10. Achèvement de la mission du maître d'ouvrage de l'opération

La mission de Grand Besançon Métropole au nom et pour le compte de l'Etat prend fin après exécution complète de ses missions et notamment la réception des ouvrages, la levée des réserves de réception et la prise de possession des ouvrages.

11. Résiliation

En cas de non commencement des travaux de l'opération dans les 18 mois à compter de la signature de la convention, ou d'exécution partielle du programme, l'État se réserve le droit de mettre fin au financement consenti en résiliant la présente convention moyennant un préavis de deux mois, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de s'exécuter et non suivi d'effet, et en mettant en œuvre la procédure de reversement des sommes indûment perçues ou de versement des sommes dues.

12. Durée

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les deux parties. Elle reste en vigueur jusqu'à la fin des travaux et au plus tard le 31/12/2025. Cette date de fin pourra être modifiée par avenant si nécessaire.

13. Capacité d'ester en justice

Grand Besançon Métropole pourra agir en justice pour le compte de l'Etat jusqu'à la prise de possession des ouvrages aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Grand Besançon Métropole devra, avant toute action, demander l'accord de l'Etat.

14. Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le

Pour GBM,
La Présidente

Pour l'Etat,
Le Préfet de Région